Groupement des Entreprises du Cameroun

La crise post-électorale de 2025 au Cameroun : diagnostic, conséquences immédiates et leviers de relance économique

Rapport d'évaluation et de plaidoyer du Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM)

Résumé Exécutif

Décembre 2025

RESUME EXECUTIF

Le scrutin présidentiel du 12 octobre 2025 a débouché sur une crise post-électorale d'une ampleur inédite au Cameroun. Celle-ci s'est articulée autour de trois phases successives : montée des tensions (12–25 octobre) ; intensification des troubles (26–30 octobre) et forte perturbation des activités économiques à travers les opérations dites de « villes mortes » (3–5 novembre 2025 et au-delà). Ces dynamiques ont engendré une désorganisation notable de l'activité économique nationale avec une intensité particulière dans les régions du Littoral, du Grand Nord, du Sud-Ouest, de l'Est et de l'Ouest. L'évaluation se concentre spécifiquement sur la période critique allant du 26 octobre au 5 novembre 2025 et n'intègre pas les évolutions économiques ultérieures.

Dans ce contexte caractérisé par une instabilité sécuritaire accrue, des perturbations des chaînes d'approvisionnement et un net ralentissement de la demande, le secteur privé a été particulièrement exposé. Les entreprises, confrontées à l'interruption des flux logistiques, à des fermetures temporaires ou prolongées et à une baisse marquée de la fréquentation, ont subi un choc économique d'ampleur, mettant en évidence des vulnérabilités structurelles différenciées ainsi que des capacités de résilience inégales. À cet égard, **94 % des entreprises interrogées déclarent avoir été affectées, directement ou indirectement, par ces évènements**.

C'est pour objectiver ces impacts que le Groupement des Entreprises du Cameroun (GECAM) a conduit une évaluation approfondie. Celle-ci poursuit un double objectif : mesurer les conséquences socioéconomiques immédiates de la crise et formuler des recommandations opérationnelles visant une relance rapide, inclusive et durable.

Méthodologie, atouts et défis

L'étude repose sur une démarche plurielle mobilisant une enquête quantitative menée du 6 novembre au 2 décembre 2025 auprès de 289 entreprises membres et non membres du GECAM, représentant un poids économique significatif avec un chiffre d'affaires cumulé de 4 825 milliards de FCFA. Elle a été complétée par des entretiens qualitatifs avec 11 organisations professionnelles clés.

La forte concentration des répondants à Douala (78 %), épicentre de la crise, garantit une excellente couverture de la zone représentant près de 67 % du chiffre d'affaires national. L'échantillon est composé de 56 % de PME, 28 % de TPE et 16 % de Grandes Entreprises (GE), couvrant les secteurs de Production (26 %), des Échanges (27 %) et des Services (47 %).

Principaux constats et résultats

► **Une situation initiale déjà fragile**

Avant le déclenchement de la crise, le tissu économique présentait une solidité limitée : 65 % des entreprises se déclaraient déjà dans une situation jugée vulnérable ou intermédiaire. Par ailleurs, 58 % des structures faisaient état de difficultés préexistantes, liées notamment à la hausse du coût des intrants, à l'accès contraint aux devises et aux insuffisances de l'approvisionnement en énergie électrique.

► **Un choc économique majeur aux effets différenciés**

La crise a entraîné une contraction moyenne du chiffre d'affaires de 33,5 %, correspondant à une perte directe estimée à 202,2 milliards de FCFA (soit environ 0,6 % du PIB 2025), dont 160,5 milliards imputables à la seule ville de Douala. Les finances publiques ont également été affectées, avec un manque à gagner fiscal immédiat évalué à 43,3 milliards de FCFA, principalement au titre de la TVA et de l'Impôt sur les Sociétés.

Les secteurs les plus impactés sont :

- l'Hôtellerie et la restauration (–53,4 %) ;
- la Construction (–44,6 %) ;
- l'Industrie et l'Énergie (–39,8 %).

En outre, 24 entreprises de l'échantillon (soit 8 %) ont signalé des dommages matériels (vols, destructions, incendies), pour un montant estimé (sur 15 entreprises ayant fourni les informations lors de l'enquête quantitative) à 9,156 milliards de FCFA, le secteur du commerce et de la distribution figurant parmi les plus touchés.

► **Perturbations logistiques et hausse généralisée des coûts**

La crise s'est notamment traduite par :

- un blocage des flux logistiques, affectant particulièrement l'agriculture (86 %) et l'industrie (74 %) ;
- une poussée inflationniste significative, avec un taux moyen de 20,1 % observé par les entreprises, atteignant 32,5 % dans le secteur agricole ;
- des arrêts totaux d'activité, ayant concerné 75 % des entreprises.

► **Tensions de trésorerie et risques de solvabilité**

Les perturbations enregistrées ont provoqué un assèchement marqué de la liquidité : 44 % des entreprises déclarent ne plus être en mesure d'honorer leurs obligations fiscales, 45 % leurs charges sociales et 40 % leurs échéances bancaires. Au total, 30 % des entreprises indiquent une incapacité simultanée à faire face à ces trois catégories d'engagements, faisant peser un risque significatif sur la continuité de l'activité économique formelle.

► **Impacts sociaux et climat managérial**

La pression financière a conduit 17,3 % des entreprises à procéder à des réductions d'effectifs. Au-delà des suppressions d'emplois, 56 % des structures signalent une dégradation notable du climat social et du fonctionnement interne. La perception du climat des affaires demeure largement préoccupante : 81 % des entreprises qualifient la situation de fragile, critique ou très préoccupante. Dans ce contexte, le moral des

dirigeants apparaît fortement affecté, avec 39 % exprimant un sentiment de pessimisme ou de détresse, proportion atteignant 50 % dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.

Recommandations stratégiques

Les leviers de relance identifiés comme prioritaires par les chefs d'entreprise se déclinent comme suit :

1. **Mesures fiscales d'urgence (72 % des citations)** : allègements ciblés, moratoire sur les contrôles et report des échéances afin de soulager la trésorerie des entreprises ;

2. **Soutien financier (51 %) :** mobilisation de mécanismes de financement, incluant subventions et lignes de crédit, avec une attention particulière portée aux TPE (63 % de demandes) ;

3. **Infrastructures et sécurité (46 % et 45 %)** : réhabilitation des outils de production endommagés et renforcement de la sécurisation des zones économiques ;

4. **Mesure d'apaisement logistique (issue de l'atelier de restitution) :** suspension temporaire des contrôles routiers sur les principaux corridors afin de rétablir la fluidité des échanges.

En conclusion, l'étude met en évidence une crise d'une sévérité exceptionnelle pour le secteur privé. Près d'un tiers du tissu productif formel se trouve en situation de vulnérabilité critique. Une réponse rapide, concertée et cohérente apparaît indispensable afin de contenir les effets de la crise et de transformer cette période de fragilité en une opportunité de réformes structurelles au service de la compétitivité et de la stabilité durable de l'économie camerounaise.